



Aujourd'hui, Nous avons toutes les raisons de lutter pour nos salaires.

Depuis plusieurs mois, partout, nous faisons le constat d'une augmentation des dépenses courantes : énergie, carburant, prix alimentaires...

Tandis que les salaires, du public comme du privé, minima sociaux et pensions ont largement décroché, l'inflation de 2,8 % s'installe et enfle.

Dans le même temps, le CAC 40 a augmenté de plus de 29% sur l'année 2021. Du jamais vu depuis plus de 20 ans. Même si toutes les bourses mondiales ont bénéficié d'une année 2021 record, c'est la place financière française qui a le plus progressé sur l'année. Et ce ne sont pas loin de 51 milliards d'euros qui ont été versés en dividendes pendant la pandémie, tandis que les scandales sur la fraude fiscale continuent, tandis qu'en plein COVID, les actionnaires des multinationales pharmaceutiques se gavent et que, en même temps, le gouvernement continue de fermer des lits d'hôpitaux : 5 700 en 2020, 17600 sur les 4 années MACRON !

En face, les mesurètes ponctuelles annoncées par le gouvernement. (100€ de chèque énergie, l'indemnité inflation de 100€, le gel du prix du gaz) restent largement insuffisante et sont très loin de compenser ce décrochage.

À cela s'ajoute, dans certains secteurs, le sentiment d'un manque de reconnaissance des efforts produits depuis le début de la crise.

La liste des salariés en grève pour de meilleures rémunérations ne cesse de s'allonger dans tous les secteurs d'activité :

À l'occasion du 7 décembre et du 11 janvier, les salariés du social, du médico-social et de la santé, ont manifesté leur désapprobation de la politique gouvernementale. Ils réclament de meilleures conditions de travail et de meilleures conditions de rémunération.

Dans le privé, chez Arkema, leader de la chimie des matériaux, chez Dassault Aviation, chez Tipiak, chez Leroy Merlin, les salariés se battent aujourd'hui pour de meilleurs salaires.

Les fonctionnaires réclament aussi des revalorisations salariales. Car si le gouvernement, par la voix de certains ministres, demande aux entreprises d'augmenter les salaires, celui-ci ne donne pas l'exemple en maintenant le point d'indice gelé depuis plus de 10 ans désormais.

C'est le SMIC qu'il faut réévaluer de manière significative ! Ce sont les salaires, les pensions, les minima sociaux qu'il faut augmenter ! et le point d'indice qu'il faut dégeler !

L'augmentation du SMIC et du point d'indice serait une avancée pour les salariés et leur permettrait, notamment, d'avoir accès à une nourriture saine et aux paysans de vivre dignement de leur métier.

Nous contestons aussi que le gouvernement ait maintenu sa réforme de l'assurance chômage, qui aura pour conséquence d'enfermer de trop nombreux salariés dans des emplois à faibles salaires, à temps partiel ou en CDD. Cette réforme a pour conséquence de placer dans une grande précarité de vie et de travail les plus faibles, dont font partie la jeunesse et les femmes. Cette pauvreté est accentuée par la crise sanitaire, économique et sociale.

En Occitanie, ce sont 52000 emplois de perdus en 2020. L'usine SAM dans l'Aveyron est l'exemple actuel de la politique capitaliste menée par le gouvernement. L'Etat, actionnaire majoritaire de chez Renault, cautionne clairement la casse de l'emploi chez ce sous-traitant. En toute conscience, l'Etat aux mains capitalistes, crée une catastrophe sociale en chaîne sur tous les emplois induis.

Il est temps pour ce gouvernement d'apporter une vraie réponse aux retraités. Très massivement mobilisés, ils attendent toujours une augmentation immédiate de leur pension, retraite de base et retraite complémentaire, dont la dernière revalorisation a été plafonnée à un niveau très inférieur à l'inflation.

Il est temps pour ce gouvernement de prendre en compte les problèmes de la jeunesse. En ces temps de crise, il nous faut donner accès au RSA pour les moins de 25 ans. Il faut revenir sur la réforme de l'UNEDIC, qui paupérise une grande partie de cette jeunesse.

Il est temps pour ce gouvernement d'apporter des vraies réponses à la crise. Nous demandons l'arrêt des réformes libérales, des réformes de l'éducation, de la formation, de l'assurance-chômage.

À l'Education Nationale, la mauvaise gestion de la crise sanitaire est venue s'ajouter à une attaque en règle du service public d'éducation depuis 5 ans. Après près de 2 ans de pandémie, les écoles et établissements scolaires ne sont toujours pas protégés, et les conditions de travail n'ont cessé de se dégrader, créant une crise du recrutement sans précédent. Actuellement, les enseignants malades du covid ou absents pour une toute autre raison ne peuvent être remplacés, faute de recrutements de personnels suffisants. Le métier d'enseignant n'attire plus : comment accepter d'être payé un peu plus que le SMIC après 5 ans d'étude ? Et que dire du manque récurrent de médecins scolaires et d'infirmières ? Les métiers indispensables au bon fonctionnement de l'éducation nationale comme ceux des AESH et AED sont précarisés et sous-payés : qui peut accepter d'être payé à 800 euros pour souffrir dans son métier en n'arrivant pas à suivre plusieurs élèves à la fois ? Le service public d'éducation a été malmené par des réformes délétères qui ont vu la généralisation du pilotage par les évaluations, l'abandon du bac national, la concurrence généralisée à travers Parcoursup, la mise en place de la précarisation des AESH à travers les PIAL et la suppression de postes en nombre plus conséquent encore que les précédents gouvernements (-5700 postes pour le Second degré en 5 ans) Les personnels de l'Education nationale sont à bout et veulent retrouver le sens de leur métier. C'est en cela qu'ils sont aujourd'hui emblématiques de la casse de notre Fonction Publique qui est en marche. Notre maison brûle et nous ne devons pas les laisser faire !

PUBLIC/ PRIVÉ/ JEUNES/ RETRAITÉS / ACTIFS/ CHÔMEURS.

Ne laissons pas ceux qui ont engendré la crise nous dicter leurs solutions, combattons ensemble pour imposer les nôtres !

Exigeons une autre répartition des richesses par une augmentation massive, du SMIC, des salaires, du point d'indice, des retraites et des minima sociaux.

Faisons en sorte, ensemble en lutte, que le jour d'après ne soit pas pire que le jour d'avant !